**Contribution de Lina Jali (Le Mée-sur-Seine)**

Il y a un nombre infini de domaines dans lesquels des interventions de la puissance publique seraient nécessaires ou à améliorer ; mais je mettrai en priorité et de manière un peu plus globale (désolée si c'est un peu brouillon) :

- **éducation** : sensibiliser davantage et dès l'école primaire à la protection de l’environnement (pas comme l'éducation civique dont on rognait au collège sur le programme d'histoire parfois mais des cours dédiés et prévus avec un programme précis) ; étudier davantage l'apprentissage des ressources naturelles à l'école. La réforme de l'ENA dans l'état actuel ne servira à pas grand-chose c'est l'arbre qui cache la forêt, il faut ouvrir davantage les grandes écoles aux jeunes qui vivent dans des quartiers prioritaires (au sens large, ne pas s'arrêter simplement à la rue qui délimite le périmètre QPV), dans les campagnes ou qui ne connaissent même pas leur existence. Les inégalités sociales et spatiales sont insupportables et exacerbées dans la période, il faut vraiment un plan d'urgence pour l'égalité d'accès à la réussite (ou égalité des chances peu importe), en étendant par exemple le principe des conventions ZEP comme celles qui sont déjà réalisées aujourd’hui entre certains (pas assez) lycées de QPV et Sciences PO, il faudrait construire ces passerelles avec d'autres grandes écoles). Il faudrait enfin pouvoir généraliser deux voyages scolaires obligatoires dans un autre pays d'Europe à tous les collèges français (certains jeunes arrivent à l'âge adulte en ayant jamais voyagé de leur vie - oui il y en a encore pleins! - l'école doit se donner les moyens de répondre à ce défi).

- **écologie**: construire un véritable service public du recyclage (+crédit d'impôt par exemple pour les entreprises qui facilitent la réutilisation de marchandises et/ou organisent la réparation de matériels) pour lutter contre l’obsolescence programmée et contre le gaspillage (on est pas obligés de consommer moins et de mettre en difficulté à terme nos économies mais on peut consommer mieux et autrement) ; favoriser et encourager toutes les initiatives qui permettent la réutilisation de produits/marchandises. Ça a un sacré coût mais il faudrait financer drastiquement et exclusivement l'achat de véhicules électriques (les primes qui existent aujourd'hui sont encore bien trop inaccessibles pour des revenus moyens - les voitures diesel restent encore celles qui coûtent le moins cher à l'achat d'occasion ET qui consomment moins d'essence à la pompe - tant qu'elles coûteront moins cher la majorité des gens très logiquement en achèteront).

- **industrie** : relocaliser (uniquement) et conforter la production en France de biens de première nécessité et essentielles (à définir précisément) à la vie du pays. Il y aussi encore trop de "zones blanches" en France, couvrir l'ensemble du territoire en réseau doit être une priorité à court terme et non à long terme.

 - **grand âge**: se servir du potentiel qu'offre tout l'écosystème de la tech et l'utiliser pour améliorer le quotidien des personnes âgées (surtout les plus dépendants et les plus diminués), favoriser aussi le plus possible le lien à domicile et le lien avec les familles (visio conférences beaucoup utilisés par des familles pendant cette période mais tous ne sont pas équipés et tous ne peuvent pas non plus y avoir accès aujourd'hui).

- **engagement** : il faudrait davantage favoriser, encourager et valoriser l'engagement associatif de collaborateurs d'entreprise mais aussi des agents du secteur public. Le mécénat de compétences par exemple est un levier parmi d'autres, il n'est pas assez connu ni encouragé. Il y aussi un autre rapport à la démocratie à réinventer, le grand débat national n'a servi à rien si ce n'est à créer des frustrations et l'abstention aux élections est très révélateur de ce rapport au pouvoir (sans parler des sempiternelles théories du complot qui fleurissent - pas que sur les réseaux sociaux malheureusement...), pas de solutions mais plutôt des pistes de travail sur lesquelles il faudrait se pencher pour les généraliser : budget participatif, non cumul, reconnaissance du vote blanc... Je ne crois pas du tout à la démocratie directe dans un pays comme la France, mais par contre les gens doivent se sentir davantage impliqués, ou au moins entendus, c'est incontestable.

Et enfin, je le vois tous les jours au travail en ce moment mais les services déconcentrés de l'Etat doivent, dans certains départements, changer davantage leur rapport aux collectivités territoriales (villes et régions notamment) mais aussi leur faire plus confiance. La décentralisation est un principe constitutionnel, mais qui s'est pris les pieds dans le tapis de jeux un peu trop partisans et se retrouve pas assez exploitée (dans le bon sens du terme) dans les moments comme celui que nous vivons aujourd'hui.